

**RAPPORT N° 2022/4-16  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 15 septembre 2022**

**OBJET**

**TRAVAUX DE MODERNISATION DE LA RUE DES DEUX RIVES (COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE) –  
ATTRIBUTION DES MARCHES DE TRAVAUX POUR LES LOTS N° 1 ET 2 ET AUTORISATION DONNEE AU  
PRESIDENT DE SIGNER LES MARCHES**

Dans le cadre de sa compétence en matière de voirie, la CINOR se doit d'assurer à la fois la conservation des voies déclarées d'intérêt communautaire ainsi que la sécurité de ses usagers.

C'est donc à ce titre que la communauté envisage de réaliser des travaux de modernisation de la rue des Deux Rives située sur la commune de Sainte-Suzanne dont la configuration actuelle ne permet pas d'assurer la sécurité des piétons en particulier.

Pour ce faire, la CINOR a lancé mi 2020 un marché public de maîtrise d'œuvre notifié le 18 décembre 2020 au bureau d'études VECTRA à l'issue de la consultation pour un montant de 39 642,00 € HT et pour une durée de réalisation de prestation de 24 mois (hors congés légaux des entreprises) sur la base du programme de travaux suivant :

- Installation de l'éclairage public ;
- Sécurisation des cheminements piétons et mise en accessibilité PMR ;
- Aménagements de trottoirs et de quais bus aux normes PMR ;
- Réalisation de places de parkings ;
- Création et réhabilitation du réseau d'évacuation des eaux pluviales ;
- Effacement des réseaux aériens (EDF et Télécom) par enfouissement.

Au vu des conclusions du maître d'œuvre, une procédure de mise en concurrence a été lancée le 13 juillet 2022 selon la procédure adaptée (MAPA) pour un coût prévisionnel des travaux estimé par le maître d'œuvre à 1 765 265,10 € HT réparti comme suit :

- Lot 1 – VRD : 1 688 605,10 € HT
- Lot 2 – Eclairage public : 76 660,00 € HT

La date limite de remise des offres a été fixée par l'avis de marché au 16 août 2022 à 12 h 00 locale.

Le délai global d'exécution des travaux est fixé comme suit :

- Pour le lot 1 : 10 mois d'exécution de travaux y compris une période de 2 mois de préparation (hors congés légaux du BTP) ;
- Pour le lot 2 : 4 mois d'exécution de travaux, y compris une période de préparation de 1 mois par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux.

Avant la date limite de remise des offres 9 plis ont été réceptionnés et les offres ont été enregistrées comme suit :

- 5 offres pour le lot 1
- 4 offres pour le lot 2

Après vérification des pièces de candidatures et analyse des capacités financière et technique, il est proposé d'agréer les candidatures de :

- Pour le lot n° 1 : Groupement SBTPC-SOGEA REUNION / TSOI ; GTOI ; SAMNA ; CLM ; groupement NAOTERA BTPT / SOLTECH / ENROBES REUNION / LA MARE ESPACE VERT
- Pour le lot n° 2 : CITEOS BOURBON LUMIERE ; TESTONI ; BAGELEC ; COREM.

Après vérification de la conformité des offres et au vu du rapport d'analyse établi au regard des critères de jugement des offres fixés au cahier des charges de la consultation (50 % pour le prix des prestations, 40 % pour la valeur technique de l'offre et 10 % pour la performance environnementale) le classement suivant des offres vous est proposé, sur la base des rapports d'analyse joints en annexe.

- Pour les offres classées premières :

lots	candidats	Montant de l'offre (€ ht)
1	Groupelement SBTPC SOGEA/TSOI	1 499 000,00 €
2	TESTONI	69 413,00 €
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2		<b>1 568 413,00 €</b>

**Pour le lot n°1 : groupement SBTPC SOGEA REUNION/TSOI (co-traitant)/AFCOI (sous-traitant PME locale, siégeant au Port) – 1 499 000,00 € HT**

La répartition globale de l'offre est la suivante :

ENTREPRISES	MONTANT € HT
SBTPC SOGEA REUNION	1 436 600,00 €
TSOI	62 400,00 €
AFCOI	7 000,00 €

- Pour les offres classées secondes :

lots	candidats	Montant de l'offre (€ ht)
1	groupement NAOTERA/SOLTECH/ENROBES REUNION/LMEV	1 500 998,07 €
2	BAGELEC	74 298,00 €
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2		<b>1 575 296,07 €</b>

- Pour les offres classées troisièmes :

lots	candidats	Montant de l'offre (€ ht)
1	GTOI	1 687 584,00 €
2	BOURBON LUMIERE	73 684,98 €
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2		<b>1 761 268,98 €</b>

Les dépenses relatives à ce marché seront imputées sur le Budget Principal - section investissement, chapitre 23.

Je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives des marchés pour les lots 1 et 2 pour les travaux de modernisation de la rue des Deux Rives sur la commune de Sainte-Suzanne ;
- Approuver le classement des offres au vu des rapports d'analyse joint au présent rapport et attribuer les marchés aux entreprises suivantes :

lots	candidats	Montant de l'offre (€ ht)
1	Groupement SBTPC SOGEA/TSOI	1 499 000,00 €
2	TESTONI	69 413,00 €
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2		<b>1 568 413,00 €</b>

- Autoriser Le Président à signer les marchés de travaux avec les entreprises attributaires et, dans le cas où les entreprises classées premières ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées suivantes pour chacun des lots 1 et 2 sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

  
**Le Président,**  
**Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/4-16  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 15 septembre 2022**

**OBJET**

**TRAVAUX DE MODERNISATION DE LA RUE DES DEUX RIVES (COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE) –  
ATTRIBUTION DES MARCHES DE TRAVAUX POUR LES LOTS N° 1 ET 2 ET AUTORISATION DONNEE AU  
PRESIDENT DE SIGNER LES MARCHES**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-16 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220915-BC2022-4-16-DE  
Date de télétransmission : 22/09/2022  
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1 :**

D'approuver les pièces constitutives des marchés pour les lots 1 et 2 pour les travaux de modernisation de la rue des Deux Rives sur la commune de Sainte-Suzanne ;

**ARTICLE 2 :**

D'approuver le classement des offres au vu des rapports d'analyse joint au présent rapport et attribuer les marchés aux entreprises suivantes :

lots	candidats	Montant de l'offre (€ ht)
1	Groupeement SBTPC SOGEA/TSOI	1 499 000,00 €
2	TESTONI	69 413,00 €
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2		<b>1 568 413,00 €</b>

**ARTICLE 3 :**

D'autoriser le Président à signer les marchés de travaux avec les entreprises attributaires et, dans le cas où les entreprises classées premières ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées suivantes pour chacun des lots 1 et 2 sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations)  
Suffrages exprimés : 15  
Vote pour : 15  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

**21 SEPT 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220915-BC2022-4-16-DE  
Date de télétransmission : 22/09/2022  
Date de réception préfecture : 22/09/2022